

6 Économie

Financement des PME

La Banque mondiale en appui à l'entrepreneuriat

R.H.A

Libreville/Gabon

LE ministre des Petites et Moyennes entreprises, chargé de l'entrepreneuriat national, Biendi Maganga Moussavou, s'est entretenu, mercredi dernier, avec une délégation de la Banque mondiale, conduite par son chef de projet. Les deux parties ont échangé sur le programme d'amélioration de la com-

pétitivité et de la promotion des investissements au profit des Petites et moyennes entreprises gabonaises.

Après un premier échange, il y a près de deux semaines, les deux partenaires ont évalué l'état d'avancement de cette initiative.

Deux projets phares ont été retenus. Il s'agit, notamment, de la création du "Women Center", en vue de l'amélioration de la formation des femmes dans le cadre entrepreneurial.



Photo : R.H.A

Le ministre des PME, Biendi Maganga Moussavou, en séance de travail avec une délégation de la Banque mondiale à son cabinet de travail

« Nous l'avons annoncé lors de la Journée internationale de la femme. Il y a également (...) le concours national du plan d'affaires. Nous avons tenu à indiquer un certain nombre d'autres projets, notamment la création d'incubateurs de projets dans le pays, qui vont renforcer, dans une logique d'égalité des chances, l'accès des jeunes à la création d'emplois », a indiqué Biendi Maganga Moussavou.

Avant d'ajouter : « Nous souhaitons voir ce partena-

riat s'intensifier. Ils ont marqué leur volonté d'accompagner le développement de l'entrepreneuriat dans notre pays. Nous avons également souhaité voir s'intensifier la part que devrait prendre la formation des femmes d'associations et autres, pour que leurs produits soient aux normes et exploitables. Mais surtout, qu'ils puissent être davantage concurrentiels sur ce marché domestique, qui impose que nous soyons à un certain niveau. »

Clôture de la 11e réunion du Groupe de travail technique (GTT)

Objectifs atteints

F.A.

Libreville/Gabon

LA 11e réunion du Groupe de travail technique (GTT) du Centre régional de formation des institutions supérieures de contrôle des finances publiques d'Afrique francophone subsaharienne (Crefiaf) s'est achevée mercredi dernier, à la Cour des comptes du Gabon. Cette réunion, qui avait un triple objectif, a été clôturée par le président de la 5e Chambre à la Cour des comptes. « Les objectifs de cette réunion de travail, portant sur

l'audit financier et le système d'information, ayant été identifiés comme étant les suivants : revoir le plan d'action adopté à Ndjamena en novembre 2015 ; valider les structures du prochain guide de vérification financière et en établir le chronogramme ; établir un document d'orientation à l'intention des ISC du Crefiaf pour la mise en œuvre de l'audit financier, ont été atteints », s'est réjoui Joseph Mougouama.

Pendant trois jours, les représentants des Etats membres du Crefiaf, notamment le Cameroun, le Burundi, le Congo, la République démocratique du



Photo : F.A.

Photo de famille après la cérémonie de clôture de la réunion du Groupe de travail technique (GTT) portant sur l'audit financier.

Congo, le Bénin et le Gabon, se sont attelés à l'identification des activités, à la définition des responsabilités ainsi qu'au chronogramme devant

permettre de développer et présenter les livrables à la prochaine réunion du Comité régional de renforcement institutionnel du Crefiaf (CRRI), en novem-

bre 2017 à Abidjan (Côte d'Ivoire).

« L'audit financier est un nouveau domaine pour les institutions supérieures de contrôle des finances publiques. Les ISC ont l'habitude de faire des audits de conformité, mais qui sont adossés à la conformité financière. Mais de plus en plus, au niveau international, on est appelé à faire l'audit financier, qui consiste pour les ISC à émettre des opinions. Le commun des mortels peut faire un parallélisme avec le travail que font les commissaires au compte et que les ISC vont désormais faire pour le compte de l'État, qui

va désormais produire des états financiers (le bilan...). Ce sont ces états financiers qui seront désormais certifiés par les ISC », a expliqué le directeur du secrétariat du CRRI, Idi Hassan.

Le groupe de travail sur l'audit financier et les systèmes d'informations du Crefiaf a pour mandat d'aider les institutions supérieures de contrôle des finances publiques à bâtir et à renforcer leurs compétences dans la pratique de l'audit financier et des technologies de l'information. Mais également à faciliter l'échange d'expériences et d'informations entre les ISC.

Transfert d'argent/Année 2016

Les envois de fonds vers l'Afrique en repli de 6,1 %

MSM

Libreville/Gabon

SELON la dernière édition de la note d'information de la Banque mondiale sur les migrations et le développement, publiée le 21 avril dernier, pendant les réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale, les envois de fonds vers l'Afrique subsaharienne auraient fléchi de 6,1 % en 2016.

Ils se sont établis à 21 120 milliards de francs (33 mil-

liards de dollars), sous l'effet conjugué du ralentissement de la croissance dans les pays d'origine, du repli des cours des produits de base et, en particulier, du pétrole, et des envois de fonds informels consécutifs à la mise en place d'un contrôle des changes dans des pays comme le Nigeria. En 2017, les transferts d'argent vers la région devraient augmenter de 3,3 %, à 21 760 milliards de francs (34 milliards de dollars).

« Les envois de fonds des travailleurs migrants sont une importante source de



Photo : DR

Les transferts d'argent vers l'Afrique sont en repli de 6% par rapport à 2015.

revenu pour des millions de familles dans les pays en développement. Aussi la baisse de ces transferts

d'argent peut-elle avoir des conséquences graves sur la capacité de ces ménages à se soigner, scolariser leurs

enfants et s'alimenter correctement », indique Rita Ramalho, directrice par intérim du Groupe des indicateurs mondiaux de la Banque mondiale.

La Banque mondiale estime à 275 000 milliards de francs (429 milliards de dollars) les envois de fonds officiellement enregistrés vers les pays en développement en 2016, soit un recul de 2,4 % par rapport à 2015, où ils ressortaient à plus de 440 milliards. Si l'on comptabilise également les envois à destination des pays à revenu élevé, le montant total des

transferts dans le monde s'est replié de 1,2 % en 2016, à 575 milliards de dollars, contre 582 milliards en 2015.

À l'échelle mondiale, le coût moyen du transfert de 200 dollars est resté stable au premier trimestre de 2017, à 7,45 %, même s'il s'agit d'un niveau sensiblement supérieur à la cible de 3 % fixée dans les Objectifs de développement durable.

L'Afrique subsaharienne reste à cet égard la région la plus chère, avec un coût moyen de 9,8 %.

Marine marchande

Ruben Nzebi aux commandes

MSM

Libreville/Gabon

L'ANCIEN directeur des Affaires juridiques au Conseil gabonais des chargeurs (CGC), Ruben Nzebi, a été promu au poste de directeur général de la Marine marchande lors du Conseil

des ministres du 25 avril dernier.

Il remplace à ce poste Léon Ndong Ntem, actuellement en détention préventive à la prison centrale de Libreville pour des faits de « complicités et détournements de fonds ».

Pour autant, le limogeage de ce haut fonctionnaire, en attente de jugement, interroge plus d'un, au re-

gard de la célérité de son éviction (24 heures seulement) qui tranche avec l'incarcération d'autres responsables administratifs, pris dans les filets de l'opération Mamba.

Les agents de la Marine marchande ont un nouveau patron.



Photo : Franck Maritail MOMBO/Franck Maritail MOMBO